

Biodiversité au Costa Rica, un système vert et sage rendu vert de rage

Le Costa Rica, petit pays d'Amérique centrale à peine plus grand que la Suisse, est connu pour être un pays phare en matière d'écologie, appuyé par sa célèbre phrase "Pura Vida", une "pure vie" basée sur les choses simples de la vie. Entre plans de reforestation, décarbonisation totale, et énergie 100% propre, ce territoire protégé est-il aussi vert qu'il y paraît, et quelles sont les fautes que l'État tente de dissimuler ?

Une Gestion pour la nature et avec la nature



Le Costa Rica, de ses 51 100 km², est douze fois plus petit que la France, mais représente pourtant à lui seul 6% de la biodiversité mondiale. Tout d'abord rendu célèbre pour avoir aboli son armée en 1948, se catégorisant ainsi pacifiste aux yeux du monde, il peut investir les anciens fonds dédiés aux forces armées dans l'éducation et dans l'environnement.

Au siècle dernier, le pays était pourtant loin d'être si engagé dans la protection de l'environnement. Paysans, agriculteurs, éleveurs... Tous étaient plus ou moins libres de gérer leurs terres comme ils l'entendaient, donc d'abattre des quantités d'arbres et détruire des kilomètres d'écosystèmes. Au début des

années 2000, l'État prend conscience de l'avancée des dégâts sur son environnement, et met en place des plans de reforestation, dont le but, au-delà de simplement planter des arbres, est de restaurer toutes les forêts endommagées.

L'argent comme engrais environnemental

Néanmoins, un hic venait semer le doute dans les plans du gouvernement. Comment convaincre les cultivateurs de lutter à leurs côtés contre la déforestation ?

En parallèle, depuis le début de ce siècle, le pays connaît des inflations fulgurantes, passant de 18 000 % en 2000 à moins de 60 000% en 2023. Ainsi, l'État décida donc de profiter de cette occasion pour mettre en place des primes environnementales mensuelles aux propriétaires de terres acceptant de ne pas déforester et de protéger les écosystèmes présents. Allant de 64 à plus de 80€ par hectare de forêt, cette rémunération est un peu pour les costariciens, dont le salaire moyen s'élève à 740€. Bien entendu, l'État envoie régulièrement des forestiers vérifier que les parcelles sont entretenues, pour pallier toute fraude. Les forestiers procèdent à des contrôles mensuels prenant en compte la croissance des différentes essences présentes. Cela a permis de passer de zéro à cent pour cent de couvert végétal sur les parcelles autrefois à nues.

De surcroît, cela a permis de préserver les espèces faunistiques présentes qui auraient pu connaître un déclin considérable si la déforestation au siècle précédent avait continué sans être stoppée. Finalement, les grands prédateurs sont ceux qu'il était le plus difficile de faire revenir. Se situant au bout du réseau trophique (ndlr : chaîne alimentaire), il faut tout d'abord que le reste de la chaîne soit remis en état et fonctionnel, afin de ne pas les introduire dans des milieux instables. Les principaux restent les crocodiles, pouvant atteindre six à sept mètres de long, et les pumas, que les citoyens voyaient se promener dans les villes pendant la période de la crise sanitaire, lors des confinements.

Pura Vida ou Pura Vicia : Quand le vice l'emporte !

Champion en énergies vertes, grâce à la géothermie volcanique, champion pacifiste, mais aussi déclaré comme étant l'un des pays les plus heureux du monde et ayant une des meilleures espérance de vie, le Costa Rica ne cesse de cumuler les médailles !

Malgré sa petite taille, il reste également le premier exportateur mondial d'ananas. Néanmoins, cette performance cache aussi de mauvais côtés, et pour rester le leader sur le marché de l'ananas, certains sont prêts à tout pour donner un coup de pouce à mère nature.

En effet, avec l'explosion de la consommation des fruits tropicaux, le petit pays du "pura vida" a vite sauté sur l'occasion pour partager avec le reste du monde ce qui peut être considéré comme des ors jaunes sucrés : l'ananas et la banane. Pour cela, il a augmenté massivement leurs productions, au point de devenir le champion du monde d'utilisation de pesticides, avec 20 kg par hectares.

Costa Rica : Une "côte riche" en produits chimiques

Des tests effectués sur des échantillons ont montré des traces d'une quarantaine d'herbicides, d'insecticides, et de fongicides différents, à des seuils plus élevés que les réglementations. Le plus stupéfiant et incompréhensible reste le fait que la plupart sont interdits en Europe, mais que l'importation de fruits ayant poussé grâce à eux, et donc présents dans leur chair, est légale ! L'argument majeur utilisé par les producteurs est que l'épaisseur de la peau des bananes et des ananas serait suffisamment épaisse pour bloquer la pénétration des pesticides dans la chaire. Pour faire preuve de "bonne foi", certains agriculteurs utilisant ces intrants essaient tout de même de protéger leurs fruits, mais sans aides de l'État, les moyens sont moindres. Ainsi, il est courant de voir des régimes de bananes ou des ananas recouverts par de simples sacs plastiques, en guise de protection.

Néanmoins, une question subsiste. Pourquoi un pays se voulant aussi vert, et considéré comme un champion en la matière, peut-il utiliser autant d'intrants, et pourquoi autant d'inaction de la part de l'État ?

Un des problèmes majeurs des terres costariciennes est que le climat, particulièrement chaud et humide tout au long de l'année, est également favorable à d'autres cultures : celles bactériennes, insectiennes et fongiques (ndlr : relatif aux champignons). De ce fait, pour contrer tout risque nuisible, les agriculteurs ont trouvé un moyen simple et radical, l'utilisation massive de pesticides. Considérés comme de véritables médicaments, ils détruisent les ravageurs sans pitié, mais de manière pas naturelle. Ils sont également utilisés à d'autres fins.

Des fertilisants qui pleuvent comme vache qui pisse !

A cause des monocultures répétées sans cesse, les terres ne peuvent pas se recharger en nutriments, elles n'en ont tout bonnement jamais le temps. Ainsi, les agriculteurs en sont venus à alimenter artificiellement les terres en nutriments, pour pouvoir continuer de produire. Se voulant à la base une solution pour pallier les insuffisances nutritives, cela ne fait en vérité qu'aggraver le problème, car sur le long terme, les sols pourraient devenir infertiles. Les intrants utilisés massivement ont donc au final l'effet inverse de ce que certains agriculteurs essayent de faire.

Et l'État dans tout ça ? Coincé entre les rêves écologiques et les lobbying agricoles, il se laisse corrompre aisément à cause des pressions économiques liées à l'agriculture, et ferme les yeux sur les quantités astronomiques de pesticides utilisés. Ainsi, les contrôles qui devraient être faits sont beaucoup moins fréquents qu'il ne faudrait, et bien que des amendes ou des avertissements soient prodigués, cela reste biaisé.

D'autre part, cela nuit également énormément aux agriculteurs eux-mêmes, manquant de protections, ainsi qu'aux habitants. En effet, entre les taux d'utilisations de pesticides et les rejets toxiques des volcans, les habitants proches de ces zones manifestent des troubles respiratoires évidents, ainsi que certains cancers, tumeurs, ou autres problèmes de santé. Les fumées en tous genres entre même dans les habitations, ne permettant pas aux habitants de bénéficier d'une réelle qualité de vie décente. L'eau des sources et bassins versants sont également contaminées, et les habitants ne peuvent plus ni la boire, ni s'y baigner. Cela représente un réel risque pour la biodiversité locale. Problème : même avec les aides de l'État, certains agriculteurs refusent de se plier aux recommandations. d'autres, sous le joug de mafias vertes, ne peuvent pas sortir du système dans lequel ils sont entrés.

Trafic animalier : le ver est dans le fruit !

Par ailleurs, bien que les déforestations soient à présent interdites, certaines cultures controversées continuent malgré tout. En effet, certaines monocultures illégales de palmiers à huile sont implantées sur certaines aires protégées, avec des populations de crocodiles vivant à moins de dix kilomètres. D'autre part, quand ce n'est pas au bénéfice de cultures désapprouvées, certaines déforestations ont lieu sans autorisation, pour construire des villas illégales, sans permis de construire. Le but est, pour certains agents peu intègres et engagés, de profiter du tourisme, en vendant un tourisme vert à des vacanciers aisés désireux de découvrir le pays.

Finalement, le dernier point allant à l'encontre des valeurs proclamées par le Costa Rica sont les braconnages interdits. En premier lieu, les premières touchées sont les tortues. L'espèce est déjà connue pour n'avoir que peu d'individus arrivant à l'âge adulte, à cause des prédateurs mangeant les bébés à la naissance. Comme si cela ne suffisait pas, une partie de la population humaine du pays vient également se greffer à cette prédation. Issus d'une consommation traditionnelle, et pourtant interdite, certains n'hésitent pas à attendre que des femelles viennent pondre sur les plages pour voler les œufs par la suite. Néanmoins, de plus en plus d'associations se sont créées pour tenter de les protéger. Des bénévoles et des membres se réunissent eux aussi sur ces plages, et devancent les braconniers en ramassant

les œufs pour les mettre dans des centres de protections où les bébés pourront naître et grandir en sécurité, avant d'être relâchés dans leur écosystème.

En parallèle, les scientifiques du pays ont récemment mis en place un stratagème ingénieux pour coincer ces braconniers. Des faux œufs de tortues contenant des GPS sont placés sur les plages, afin d'être volontairement braconnés, pour pouvoir, par la suite, localiser les revendeurs illégaux. Une chose à leur dire : cela sent l'œuf pourri pour les criminels !

L'autre trafic majeur du pays considère également d'autres animaux aquatiques, cette fois-ci pour leurs ailerons. Il s'agit des requins, eux aussi étant, à la base, protégés. Ils sont attrapés, puis mutilés de leurs ailerons pour la médecine illégale, traditionnelle costaricienne et chinoise. Il s'avère être le plus grand des Amériques, et engendrerait la mort de pas moins de 100 millions de requins par an, rien que sur ce continent. Ainsi, sans réelles interventions de la part des États, continuera de prospérer pendant de nombreuses années.

Océane Vilic